L'établissement et la diffusion de l'illumination publique à Rennes au XVIII^e siècle

*The installation and development of public lighting in eighteenth-century
Rennes*

Sophie Reculin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2670>

DOI : 10.4000/abpo.2670

ISBN : 978-2-7535-3304-2

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2013

Pagination : 89-106

ISBN : 978-2-7535-3302-8

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Sophie Reculin, « L'établissement et la diffusion de l'illumination publique à Rennes au XVIII^e siècle », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 120-4 | 2013, mis en ligne le 30 décembre 2015, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2670> ; DOI : 10.4000/abpo.2670

L'établissement et la diffusion de l'illumination publique à Rennes au XVIII^e siècle

Sophie RECULIN

Professeure certifiée, doctorante allocataire moniteur en histoire moderne,
université de Lille 3 – Institut de Recherches Historiques du Septentrion (IRHIS)

L'illumination publique au XVIII^e siècle reste un objet d'histoire urbaine encore inédit, alors même qu'il se situe à la croisée de l'économique, du politique, du social et du culturel. L'historiographie sur le sujet s'est longtemps limitée aux évolutions techniques du luminaire sur la longue durée¹. Édouard Fournier retrace ainsi en 1854 l'histoire de l'éclairage parisien². En 1909, le directeur de l'usine à gaz de Strasbourg publie les sources découvertes dans les archives municipales, à l'occasion du cinquantenaire de l'entreprise³.

Le premier travail universitaire est mené par Auguste-Philippe Herlaut sur l'éclairage parisien durant l'époque moderne (1916) et la période révolutionnaire (1932)⁴. Axé sur des problématiques économiques, cette étude fait longtemps exception dans l'historiographie française jusqu'aux années 1970, marquées par le renouvellement de l'histoire urbaine, qui fait de la ville un objet d'étude à part entière, au-delà d'une simple enveloppe de l'histoire économique et sociale. Dans sa thèse sur Caen, Jean-Claude Perrot esquisse une géographie de l'éclairage public, en soulignant l'opposition entre une « ville claire » au centre et une « ville sombre » périphérique⁵.

1. Ces travaux se multiplient dans le contexte de la diffusion de l'éclairage au gaz puis à l'électricité.

2. FOURNIER, Édouard, *Les Lanternes. Histoire de l'ancien éclairage de Paris. Suivi de la réimpression de quelques poèmes rares*, Paris, Dentu, 1854.

3. KERN, Gaston, *Histoire de l'éclairage de Strasbourg depuis son origine jusqu'à nos jours*, Strasbourg, Impr. alsacienne, 1909.

4. HERLAUT, Auguste-Philippe, « L'éclairage des rues de Paris à la fin du XVII^e et au XVIII^e siècles », *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île de France*, t. XLIII, 1916, p. 129-265. HERLAUT, Auguste-Philippe, *L'Éclairage de Paris à l'époque révolutionnaire*, Paris, Mellotée, 1932.

5. PERROT, Jean-Claude, *Genèse d'une ville moderne. Caen au XVIII^e siècle*, Paris, éd. de l'EHESS, coll. « Les Réimpressions des Éditions de l'EHESS », vol. 3, 2001 (1975), p. 662-663.

Partant du même constat, Catherine Denys oriente et enrichit le sujet au prisme des politiques de sûreté dans les villes de la frontière franco-belge au XVIII^e siècle⁶. Plus récemment, les travaux sur la nuit de Simone Delattre⁷ et d'Alain Cabantous⁸ intègrent l'éclairage public dans une réflexion plus large sur la « nocturnité ». En définitive, la question est bien abordée par les historiens, mais ponctuellement ou partiellement.

Dès lors, la tentation est grande d'expliquer l'absence d'un travail de synthèse sur le sujet par le déficit des sources. À Rennes, les archives communales et départementales disposent au contraire de fonds abondants : les registres des délibérations municipales, les comptes des miseurs, les pièces relatives aux travaux publics, les rapports de police et la correspondance de l'intendant. Au premier abord, la nature même des sources peut laisser penser à une analyse circonscrite aux seuls pouvoirs publics, mais les registres des délibérations de la communauté de ville conservent également un certain nombre de suppliques envoyées par les habitants aux échevins. En outre, plusieurs journaux privés⁹ conservent la trace de l'établissement des lanternes imposé par l'édit de 1697¹⁰. À Rennes, capitale provinciale de taille moyenne¹¹ aux fonctions administratives marquées, un habitant observe le 27 novembre que « l'on a mis des chandelles allumées dans de grands falots de verre faits par les vitriers¹² ». D'autres témoignages directs semblent indiquer que la mise en place d'une illumination publique dans les principales villes du royaume a marqué les citadins¹³.

La diversité et la richesse des archives rennaises, tant municipales que provinciales offrent un cadre idéal pour étudier l'application de l'édit entre 1697 et les années 1780, et ainsi restituer un processus de longue durée, scandé de périodes d'accélération et de recul des installations, de résistances des citadins et de suppliques en faveur de l'illumination publique.

6. DENYS, Catherine, *Police et sécurité au XVIII^e siècle dans les villes de la frontière franco-belge*, Paris, L'Harmattan, coll. « Sécurité et société », 2002.

7. DELATTRE, Simone, *Les douze heures noires. La nuit à Paris au XIX^e siècle*, Paris, Albin Michel, coll. « L'Évolution de l'Humanité », 2003 (2000).

8. CABANTOUS, Alain, *Histoire de la nuit : XVII^e-XVIII^e siècle*, Paris, Fayard, 2009.

9. Dans son journal, Ménétra fait référence aux commandes de lanternes qu'il reçoit. ROCHE, Daniel (éd.), *Journal de ma vie. Jacques-Louis Ménétra, compagnon vitrier au XVIII^e siècle*, Paris, Montalbano, 1982.

10. Arch. mun. de Rennes, DD 222 (Travaux publics), édit pour l'établissement des lanternes dans les principales du royaume, juin 1697.

11. D'après Alain Croix, la ville de Rennes compte vers 1690 environ 37 776 habitants. NIÈRES, Claude, « Remarques sur la société rennaise au XVIII^e siècle », *Charpiana. Mélanges offerts par ses amis à Jacques Charpy*, Rennes, Fédération des sociétés savantes de Bretagne, 1991, p. 392.

12. Extrait du journal de Françoise Symon. ISBLED, Bruno (dir.), *Moi Claude Bordeaux... Journal d'un bourgeois de Rennes au XVII^e siècle*, Rennes, Apogée, coll. « Moi », 1992, p. 214.

13. Un habitant de Caen écrit à la date du 20 octobre 1697 : « On a pendu les lanternes dans les rues de Caen et on a commencé à y mettre de la chandelle, environ de six heures et demie à sept heures du soir, lesquelles chandelles duroient quelquefois jusque après minuit » dans VANEL, Gabriel (dir.), *Recueil de journaux caennais (1661-1777). Publiés d'après les manuscrits inédits*, Paris, A. Lestringant, 1904, p. 43.

Les attaques contre l'éclairage public

Les édiles rennais ont déjà expérimenté, mais sans succès, l'installation d'une lanterne toutes les douze maisons en 1595¹⁴; la mesure est réitérée en 1621 et en 1629¹⁵. Mais en juin 1697, elle émane du pouvoir central et prend une ampleur considérable par son extension à une trentaine de villes : Aix, Amiens, Angers, Bayonne, Besançon, Bordeaux, Brest, Caen, Clermont, Dijon, Grenoble, La Rochelle, Lille, Lyon, Le Mans, Marseille, Metz, Montpellier, Moulins, Nantes, Nîmes, Orléans, Reims, Rennes, Rouen, Saint-Malo, Toulon, Toulouse, Tournai, Tours et Valenciennes¹⁶. La majorité des villes choisies compte au moins 9 000 habitants qui devront payer la taxe des lanternes; l'intendant y réside le plus souvent, veillant de près à l'application de l'édit. L'État souhaite de cette manière imposer à grande échelle une mesure parisienne¹⁷ de « sûreté » et de « commodité » publique.

L'édit impose à la municipalité un règlement précis : un calendrier de l'illumination¹⁸, la forme et la dimension des lanternes¹⁹, le poids des chandelles de suif²⁰, leur espacement²¹ et le moyen de suspension dans la rue²². Mais son véritable dessein est plus financier que sécuritaire, car l'établissement s'inscrit dans le contexte de la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Le souverain lui-même le reconnaît en 1704 lors du rachat par les Parisiens de la taxe des boues et des lanternes, en déclarant que l'édit n'était « qu'un moyen qui pouvoit nous donner des fonds commodes pour les dépenses de la Guerre²³ ». Le système de financement de l'illumination publique est ingénieux : la ville doit verser au trésor royal une taxe perçue sur les propriétaires, afin de racheter le fonds que l'État versera ensuite chaque année pour entretenir le matériel. Ainsi, les Rennais doivent au trésor royal 160 070 livres²⁴ pour le rachat d'un fonds annuel de 8 003 livres. Il s'agit par conséquent d'un emprunt d'État déguisé.

14. Arch. mun. de Rennes, BB 480 (Administration communale), Délibération du 10 décembre 1595.

15. Arch. mun. de Rennes, DD 222, Arrêt pour les lanternes, 10 février 1621; DEWASMES, Catherine, *La Communauté de ville de Rennes de 1700 à 1720*, mémoire de maîtrise en histoire, sous la direction de Claude Nières, université de Rennes 2, 1993, p. 81-83.

16. Centre de recherches sur les monuments historiques, *Lanternes d'éclairage public : XVII^e siècle. Potences d'enseignes et de lanternes : du XV^e au XIX^e siècle*, Paris, ministère de la Culture et de la Communication, Direction du patrimoine, 1986, p. 1.

17. Le premier éclairage public parisien est établi en 1667 par le premier lieutenant de police, Gabriel Nicolas de La Reynie. C'est sur ce modèle que se fonde l'édit de 1697.

18. L'illumination publique est hivernale. Elle débute le 20 octobre et se termine le 31 mars.

19. Les lanternes mesurent environ 54 cm de hauteur sur 32 cm de largeur.

20. La chandelle de suif doit peser environ 120 grammes.

21. La distance entre chaque lanterne est d'environ onze mètres.

22. Les lanternes doivent être disposées au milieu de la rue au moyen d'une corde.

23. DELAMARE, Nicolas, *Traité de police*, Paris, Michel Brunet, vol. IV, 1722, p. 239.

24. Arch. mun. de Rennes, DD 222, Quittance de 16 007 livres pour les deux sols pour livre de celle de 160 070 livres versées par la communauté de ville de Rennes à Jean-Baptiste Ardillier bourgeois de Paris, à laquelle monte la finance pour le rachat au denier vingt de celle de 8 003 livres 10 sols.

Mais les autorités locales rechignent à imposer les habitants pour financer le rachat du fonds. Elles déplorent en août 1697 l'inutilité d'une telle mesure, l'extrême indigence de la population, et justifient le rejet de l'édit par le fonctionnement d'« une exacte police », l'absence d'accidents pendant la nuit, avant d'agiter la menace de l'émigration des propriétaires assujettis au nouvel impôt²⁵. Les sollicitations de l'évêque de Rennes, Monseigneur Jean-Baptiste de Beaumanoir de Lavardin, du gouverneur de la province, le comte de Toulouse, et du député des États, le duc de la Trémoille, ne sont d'aucun secours²⁶. Finalement, les édiles acceptent un compromis en 1698. Les propriétaires sont déchargés de l'impôt sur les lanternes qui sera financé par les deniers communs et d'octrois de la ville²⁷.

Si la municipalité ne parvient pas à se faire décharger de l'établissement de l'illumination publique, elle réussit toutefois à diminuer le nombre de lanternes prescrites, sans demander l'autorisation du pouvoir central. En 1705, au lieu de 500 lanternes, seules 450 sont suspendues dans les rues de Rennes²⁸. Les pouvoirs locaux s'éloignent ainsi progressivement des dispositions de l'édit. Ils diversifient également les moyens de suspension, en ne se limitant pas à une corde tendue entre deux maisons au milieu de la rue, mais en fixant les luminaires à des bras métalliques, à des murs ou à des poteaux de bois. La distance prise avec le règlement concerne également la forme et la dimension des lanternes²⁹.

En revanche, l'édit laisse aux pouvoirs locaux la liberté de déterminer les emplacements du nouveau mobilier urbain. En 1697, la municipalité choisit d'éclairer les sites de passage : les ponts et les places, et les lieux de pouvoirs au nord de la Vilaine, plus densément peuplé que le sud. Dans la ville haute intra-muros, l'illumination publique couvre à l'ouest : les environs de la cathédrale Saint-Pierre à laquelle est adossé le manoir épiscopal ; la rue de la Cordonnerie où se dresse l'hôtel des Monnaies ; au nord : la place du Palais où est établi le Parlement ; à l'est, les rues bordées de grands hôtels où résident nombre de familles parlementaires : notamment la rue Saint-Georges³⁰ et la rue Corbin³¹.

Cependant, le contraste entre le nord et le sud de la Vilaine ne se limite pas à la cité intra-muros³². Dans les faubourgs septentrionaux, les lanternes

25. Arch. mun. de Rennes, DD 222, Placet de la communauté de ville, août 1697.

26. Arch. mun. de Rennes, BB 582, Délibération du 3 décembre 1697.

27. Arch. mun. de Rennes, BB 583, Délibération du 9 janvier 1698.

28. Arch. mun. de Rennes, DD 222, Quittance de Louis de Chateaugiron, 6 avril 1705.

29. Les lanternes sont rarement représentées dans l'iconographie. Dans *Partie de l'incendie de la ville de Rennes, vue de la place du Palais* (Thomassin, 1720), Huguette figure des lanternes à sceau (à huit pans de verre) de forme parisienne, suspendues sur la façade du parlement.

30. Notamment l'hôtel dit de Hubert de Lasse, l'hôtel dit de Chalain, et l'hôtel dit de Farcy de la Daguerie.

31. Notamment l'hôtel dit de Rochefort, l'hôtel dit de Bonnier de la Coquerie, l'hôtel dit de Descartes, et l'hôtel dit de Barrin du Boisgeffroi.

32. AUBERT Gauthier, CROIX Alain, DENIS Michel (dir.), *Histoire de Rennes*, Rennes, Apogée/PUR, 2010 (2006), p. 96.

éclairent la place des Lices où réside une partie de l'élite robine³³; la rue Saint-Louis où se situe le couvent des Minimes occupé temporairement par les officiers municipaux³⁴; et la rue du Bourg-l'Évêque bordée d'hôtelleries³⁵.

Figure 1 – L'illumination publique en 1697³⁶

33. Notamment l'hôtel dit du Molant, l'hôtel dit de Montbourcher, et l'hôtel dit de Racapé de la Feuillée.

34. En 1695, l'hôtel de ville situé dans la rue de la Vieille Monnaie près de la cathédrale menace de s'effondrer, ce qui conduit la communauté à déménager.

35. BANÉAT, Paul, *Le Vieux Rennes*, Paris, Le Livre d'histoire, 1999 (fac. sim. de l'éd. de 1926).

36. D'après : Arch. mun. de Rennes, DD 222, Quartiers des allumeurs, 12 octobre 1697; Plan de Paul Banéat, « Rennes avant l'incendie de 1720 ». RECULIN, Sophie, *Rennes au clair de lanterne. Naissance et diffusion de l'illumination publique au XVIII^e siècle*, mémoire de master 2 en histoire, sous la direction de Jean-Pierre Lethuillier, Université de Rennes 2, 2006, p. 159.

Dans les quartiers artisanaux de la ville basse, au sud de la Vilaine, c'est l'obscurité qui domine. La ségrégation spatiale est frappante. Toutefois, le sous-équipement des quartiers populaires ne signifie pas que les secteurs les plus éclairés soient nécessairement les plus sûrs, car la clarté des lanternes est encore trop faible pour lutter efficacement contre la délinquance nocturne. Les chandelles de suif, moins onéreuses que les bougies de cire, obscurcissent rapidement le verre. Elles ne renvoient sur le pavé qu'une lumière pâle et une grande ombre vacillante. Ainsi, les luminaires s'apparentent davantage à des repères spatio-temporels qu'à des instruments de l'ordre public. À l'instar du paysage sonore que constituent les sonneries des cloches à l'approche du couvre-feu. L'illumination des lanternes rythme le quotidien des citoyens à l'instar de la sonnerie des cloches à l'approche du couvre-feu et redessine les contours des lieux de pouvoir dans la ville.

La municipalité décide également des horaires de l'illumination. Les chandelles doivent brûler entre cinq et six heures du soir et deux heures du matin. Mais les plaintes contre les extinctions précoces sont fréquentes :

« Passé les 10 à 11 heures, il n'y a plus de lumières dans aucune lanterne, cela est à la connaissance publique, c'est néanmoins dans ce temps-là que les séditeux, les coureurs de nuit, les ribleurs de pavés et les filles débauchées, se répandent dans les différents quartiers de la ville, où les bons habitants qui peuvent avoir des affaires, craignent de passer ; la patrouille établie pour la garde de la ville ne pouvant d'ailleurs sans le secours des lanternes publiques arrêter les séditeux, qui à la faveur de l'obscurité, se sauvent dans les maisons ouvertes³⁷. »

Viennent s'ajouter aux extinctions quotidiennes, mais naturelles, les arrêts volontaires de l'illumination durant les nuits de pleine lune par mesure d'économie³⁸.

Finalement, les effets de l'édit sur la sûreté publique sont peu probants. L'éclairage occasionne de surcroît un nouveau type de désordre : l'atteinte aux lanternes publiques. Ces délits auxquels font référence les rapports de police et les délibérations municipales sont difficiles à analyser. Le larcin peut être interprété de deux manières. Si le matériel est réutilisé ou revendu, il glisse du domaine public au domaine privé. Dans ce cas, l'extinction de la lumière n'est pas directement recherchée par le voleur. Le vol est aussi un exutoire de jeunes hommes oisifs : en 1698, un nommé Buet et un laquais enlèvent régulièrement les chandelles du quartier de Saint-Melaine. La sanction s'élève à vingt livres d'amende³⁹ au lieu des cinquante livres prévues par l'édit. En 1774, un employé des devoirs est surpris avec

37. Arch. dép. de l'Ille-et-Vilaine, C 348 (Administration provinciale), Mémoire anonyme touchant l'illumination des lanternes de la ville de Rennes, n.d.

38. Arch. mun. de Rennes, BB 597, Délibération du 8 septembre 1712.

39. Arch. mun. de Rennes, BB 583, Délibérations du 9 octobre et du 11 décembre 1698.

une chandelle publique à la main. Il est immédiatement emprisonné et condamné à verser 24 livres⁴⁰, soit une somme équivalente.

Le vandalisme est plus lourdement réprimé que le vol. En 1697, un écolier rennais est emprisonné pendant plusieurs mois pour avoir brisé des lanternes⁴¹. En 1703, cinq garçons sont accusés par les habitants du quartier, d'avoir coupé des cordes vers les deux heures du matin. Ils sont condamnés à payer solidairement une amende de cent livres⁴². Si la peine pécuniaire est plus importante qu'en cas de larcin, c'est en raison du symbole que représente le bris. Le plus souvent pratiqué de nuit, il peut traduire une volonté de rétablir un équilibre lumineux entre les quartiers. Il peut aussi exprimer le rejet d'une intrusion des autorités dans l'intimité des rues⁴³, car à l'instant où le propriétaire d'une lampe aperçoit au loin un autre luminaire, il se sent surveillé⁴⁴. Ce peut être enfin un acte ludique. La nuit, les lanternes sont des cibles séduisantes⁴⁵. Leurs ombres s'allongent démesurément sur le sol et se balancent. Elles attirent donc plus facilement l'attention des noctambules.

Les principales victimes de ces délits sont les entrepreneurs des lanternes, car les coûts de remplacement ou de réparation sont élevés, et les baux de trois ans passés avec la municipalité ne prévoient théoriquement aucun dédommagement dans ces situations. Mais les dégradations ne sont pas imputables aux seuls « coureurs de nuit ». La qualité des ouvrages fabriqués par les adjudicataires est aussi très inégale. Les procès-verbaux décrivent des lanternes trop petites, de tailles différentes, en mauvais plomb, des cordes de suspension fragiles ou trop courtes et des chandelles trop légères, d'un suif de mauvaise qualité. En 1739, la réparation des lanternes est estimée à 1 346 livres⁴⁶.

En définitive, les négligences ou les résistances à l'édit de 1697, qu'elles soient passives (refus de la taxe sur les lanternes) ou actives (atteintes au matériel) révèlent plus profondément l'absence d'une demande urbaine en matière d'éclairage public à la fin du XVII^e siècle.

40. Arch. mun. de Rennes, FF 388 (Justice et Police), Interrogation de Thomas Pierre Pereault, 7 janvier 1774.

41. Arch. dép. de l'Ille-et-Vilaine, 5E 5 (Communautés de métiers), Requête d'un étudiant détenu soupçonné d'avoir brisé les lanternes, novembre 1697- mai 1698.

42. Arch. mun. de Rennes, DD 222, Sentence définitive, 7 novembre 1703.

43. DENYS, Catherine, « Le bris de lanternes dans les villes du Nord de la France au XVIII^e siècle : Quelques réflexions sur la signification d'un délit ordinaire », dans GARNOT, Benoît (dir.), *La petite délinquance du Moyen Âge à l'époque contemporaine*, Actes du colloque de Dijon, 9 et 10 octobre 1997, Centre d'études historiques sur la criminalité et les déviances de l'Université de Bourgogne, Dijon, EUD, 1998, p. 309-319. WALKER, Corinne, « Du plaisir à la nécessité. L'apparition de la lumière dans les rues de Genève à la fin du XVIII^e siècle », dans WALTER, François (dir.), *Vivre et imaginer la ville (XVIII^e-XIX^e siècles)*, Colloque d'Histoire urbaine de Genève, Genève, Zoé, 1988, p. 97-124.

44. BACHELARD, Gaston, *La flamme d'une chandelle*, Paris, PUF, 1970 (1961), p. 102.

45. L'extinction de la lumière est un geste jouissif. SCHIVELBUSCH, Wolfgang, *La nuit désenchantée : à propos de l'histoire de l'éclairage artificiel au XIX^e siècle*, trad. française, Paris, Le Promeneur, 1993, p. 85.

46. Arch. mun. de Rennes, BB 624, Délibération du 9 juillet 1739.

Une lente intégration dans le paysage urbain

Malgré les lacunes de l'éclairage public et les premières conduites de refus, les lanternes s'insinuent lentement dans l'économie citadine, par la production d'activités nouvelles : la fabrication, l'allumage et l'entretien du matériel.

L'illumination publique requiert le travail de deux entrepreneurs. Le premier, généralement un maître vitrier, est responsable de la fabrication, de l'entretien des lanternes et des allumeurs. Son bail passé avec la municipalité dure théoriquement trois ans. Mais les reconductions tacites sont courantes et la charge est rapidement monopolisée par les mêmes familles ou les mêmes associations de deux ou trois entrepreneurs. Au total, seuls douze adjudicataires se succèdent dans l'entreprise entre 1697 et 1776⁴⁷. Leur rémunération s'élève en moyenne à plus de mille livres par an et ne cesse d'augmenter au cours du XVIII^e siècle. Entre 1697 et 1775, elle s'accroît de 121 %. Mais les retards de versements, de quelques mois jusqu'à plusieurs années, sont courants. Il faut en effet pouvoir avancer les sommes requises au début du bail. De fait, l'obtention d'un marché public par un entrepreneur, peut être considérée comme un gage d'assise financière⁴⁸. Toutefois, ces entreprises restent fragiles. En 1738, Alexis Rogeron perd son associé qui est aussi son beau-père. Il fait alors appel à l'intendant pour résilier son bail⁴⁹, mais n'obtient qu'une aide de 400 livres. L'année suivante, il se plaint auprès de ce dernier de la communauté de ville de Rennes :

« C'est avec une extrême douleur qu'il s'est efforcé de vous importuner au sujet de la Communauté de Rennes représentée par quelques échevins trop difficultueux qui semblent avoir juré sa perte et ruine totale par les retardements qu'ils ont toujours apportés et apportent encore aujourd'hui à le satisfaire de son dû légitime⁵⁰. »

Plus tard, sa veuve considère que l'entreprise de son époux l'a réduite à la plus grande pauvreté⁵¹.

47. Louis Bossard travaille avec Olivier Duhoux, maître taillandier pendant neuf années. Arch. mun. de Rennes, DD 224, Bail d'adjudication des lanternes, août 1739.

48. En 1743 à Lille, 5 % des riches familles d'entrepreneurs concentrent la majeure partie des commandes publiques et privées au détriment des petits maîtres maçons et charpentiers. Dans 92 % des cas, les adjudicataires des travaux publics voient leurs commandes privées augmenter. OLIVIER-VALENGIN, Elyne, « L'émergence d'une élite d'entrepreneurs au sein de la corporation des maîtres maçons : des politiques familiales d'enrichissement à la reconnaissance sociale », dans GUIGNET, Philippe (éd.), *Le peuple des villes dans l'Europe du Nord-Ouest (Fin du Moyen Âge-1945)*, Actes du colloque de Villeneuve-d'Ascq, 22-24 novembre 2001, Lille, Centre de recherche sur l'histoire de l'Europe du Nord-Ouest, 2002, vol. 1, p. 213-230.

49. Arch. mun. de Rennes, BB 623, Délibération du 29 mai 1738.

50. Arch. mun. de Rennes, DD 224, Requête d'Alexis Rogeron à l'intendant de Bretagne, 5 février 1739.

51. Arch. dép. de l'Ille-et-Vilaine, 5E 2, Requête de la veuve Rogeron à la communauté de ville de Rennes, n.d.

Le marché des chandelles coûte davantage à la municipalité que celui des lanternes. Entre 1697 et 1712, il s'élève à plus de 5000 livres par an. Mais l'adjudicataire est régulièrement menacé par l'augmentation des prix du combustible, qui n'est pas prise en compte dans le contrat. À la différence de l'entrepreneur des lanternes, les responsables des chandelles ne sont pas nécessairement des professionnels. On trouve parmi les adjudicataires des maîtres chandeliers, mais également des négociants, ce sont aussi des négociants, des concierges de l'hôtel de ville, des commis au greffe du présidial, des maîtres serruriers ou charpentiers. Au cours du XVIII^e siècle, la charge se féminise. Les veuves reprennent couramment l'entreprise de leur époux. C'est le cas de Gilette Buchont à partir de 1734⁵² et d'Anne-Marie Saudrais à partir de 1771⁵³. En 1772, l'enchère au rabais ne mobilise que des femmes.

La féminisation du métier est encore plus manifeste chez les allumeurs. Elle ressort notamment de ce billet, écrit par un responsable des paiements en 1770 :

« Je suis chargé de payer les 226¹¹ qui sont dus aux allumeuses, mais je ne sais où trouver ces femelles. Monsieur Fresnais m'obligera beaucoup s'il voulait bien me les envoyer. S'il avoit la bonté de se charger lui même de ce paiement, il me rendrait un grand service, mais c'est une corvée dont je serais très fâché de l'embarrasser. J'attendrai tout le beau séraïl à 11 heures⁵⁴. »

Les premières années d'application de l'édit font toutefois exception, car plusieurs officiers municipaux (un héraut, des tambours, des portiers et des valets de l'hôtel de ville) exercent alors la fonction d'allumeur. En 1701, seuls 9 % des commis sont des femmes, puis 54 % en 1762. Le travail est saisonnier⁵⁵ et faiblement qualifié. Au début du XVIII^e siècle, ils sont payés annuellement 27 sols par lanterne⁵⁶. En 1739, leur rémunération s'élève à 8 sols, alors qu'ils ne sont pas plus nombreux⁵⁷. Mais la charge est jugée dégradante, car il faut journallement nettoyer, descendre et allumer les lanternes. Vers 1750, dans une supplique à l'intendant, l'entrepreneur se plaint de la maladresse des commis qu'il rend responsables des bris. Il souligne avec une pointe de mépris, qu'ils « n'avoient fourni que le soin de leurs mains⁵⁸ ».

52. Arch. mun. de Rennes, DD 224, Bail des chandelles, 8 avril 1734.

53. Arch. dép. de l'Ille-et-Vilaine, C 348, Bail des chandelles, 5 octobre 1771.

54. Arch. dép. de l'Ille-et-Vilaine, C 348, Billet adressé au subdélégué de l'intendant de Bretagne, années 1770.

55. À partir de 1785, l'éclairage public dure toute l'année. Les allumeurs ne sont donc plus des saisonniers.

56. Arch. mun. de Rennes, DD 222, Quittance de 660 livres aux allumeurs, 31 mars 1701.

57. Arch. mun. de Rennes, DD 224, Bail des lanternes, 3 septembre 1739. Le nombre des allumeurs se stabilise à une vingtaine.

58. Arch. dép. de l'Ille-et-Vilaine, 5E 2, Requête de la veuve Rogeron à l'intendant pour être dédommagée des pertes souffertes au cours de son bail, n.d.

Les modalités de la charge sont précisées dans un document émanant du lieutenant général de police de Paris⁵⁹ envoyé à la municipalité de Rennes. Les allumeurs doivent être prévenus du début de l'illumination par un sonneur à heures fixes. Lors de leur passage, ils vérifieront la qualité du matériel et signaleront d'éventuels dommages, car si les lanternes s'éteignent durant la nuit, ils devront les rallumer. La charge est donc contraignante pour celui qui l'exerce. Mais elle l'est tout autant pour les riverains, car le travail des allumeurs entrave ponctuellement la circulation des rues et les jeux de balles. Elle oblige également les occupants des maisons où sont suspendues des lanternes, à les descendre au moment de l'illumination. En outre, les responsables de l'éclairage sont sujets aux insultes et aux agressions physiques. En 1786, un allumeur se plaint d'avoir évité de justesse une voiture alors qu'il nettoyait les lanternes⁶⁰. Toutefois, les doléances à leur encontre, conservées dans les archives de Rennes, sont peu nombreuses. En 1765, ils sont accusés de rogner le suif, de laisser les portes des lanternes ouvertes, et d'oublier d'éclairer certains quartiers. Mais l'entrepreneur des chandelles est également mis en cause, Il est condamné à payer dix livres d'amende et à remplacer le combustible de mauvaise qualité dans lequel il a inséré de l'eau et du sel⁶¹.

Malgré ses lacunes, l'illumination publique se fixe lentement dans le paysage urbain. L'incendie de 1720 qui ravage le centre-ville de Rennes est à l'origine d'un recul temporaire du processus d'intégration. Si les pertes humaines sont faibles⁶², les dégâts matériels sont importants. L'habitation du responsable des lanternes brûle et plus de 180 luminaires sur 500 sont endommagés. L'intendant accepte que l'entrepreneur soit déchargé du matériel perdu, pour se concentrer sur l'entretien des luminaires restants⁶³. Mais l'année suivante, la communauté de ville très affaiblie financièrement, décide de suspendre l'illumination⁶⁴. Après une courte reprise, le versement du fonds – réduit de trois quarts depuis 1716⁶⁵ – est de plus en plus irrégulier. Finalement, la dépense n'est plus considérée comme une priorité, et la partie du centre-ville détruite en 1720 reste à l'état de terrain vague, perdant ainsi sa primauté lumineuse. Les édiles usent alors de diverses stratégies pour maintenir un éclairage public rudimentaire dans les espaces épargnés par l'incendie. On fait appel au crédit, le paiement des entrepreneurs est retardé de plusieurs années. Le poids des chandelles est réduit.

59. Arch. mun. de Rennes, DD 222, Commission des allumeurs, septembre 1698.

60. Arch. mun. de Rennes, FF 404, Information de police, 7 novembre 1786.

61. Arch. mun. de Rennes, FF 375, Sentence contre les allumeuses et la veuve Lemoine, 11 janvier 1765.

62. NIERES, Claude, *La Reconstruction d'une ville au XVIII^e siècle. Rennes 1720-1760*, Paris, C. Klincksieck, coll. « Institut armoricain de recherches historiques de Rennes », 1972, p. 34.

63. Arch. mun. de Rennes, DD 224, Requête de Julien Leduc à la communauté de ville, 3 septembre 1722.

64. Arch. mun. de Rennes, BB 606, Délibération du 4 décembre 1721 ; BB 607, Délibération du 8 janvier 1722.

65. Arch. mun. de Rennes, DD 223, Lettre de Mr Estienne, 27 novembre 1717.

En 1728, les quartiers de la cité intra-muros comptent environ 190 lanternes⁶⁶, pour une centaine dans les faubourgs. Une première augmentation de cinquante luminaires est décidée dans le centre en 1733⁶⁷. Mais le rétablissement complet du matériel d'éclairage n'intervient que dans les années 1740. Depuis leur mise en place en 1698, le nombre de lanternes n'a pas augmenté : la stagnation démographique de la ville est un élément explicatif déterminant.

La revendication populaire d'un éclairage public

En 1740, 432 lanternes illuminent de nouveau la ville⁶⁸. La municipalité profite du ralentissement de la reconstruction, en grande partie achevée, pour rénover le matériel d'éclairage public et renforcer la surveillance des allumeurs et des entrepreneurs. En 1739, un nouveau modèle de lanterne est adopté et les chandelles retrouvent leur poids d'origine⁶⁹. Pour ne plus gêner la circulation dans la rue, le nettoyage du matériel doit s'effectuer en atelier à chaque pleine lune. Enfin, la communauté de ville fait fabriquer en double les clés permettant d'ouvrir les boîtes des lanternes d'un même quartier, pour faciliter les contrôles des inspecteurs de l'illumination⁷⁰.

Les années 1740 marquent plus largement une nouvelle étape en matière d'embellissement urbain. Des lanternes d'un style plus raffiné, fabriquées avec des matériaux de qualité, sont installées dans les lieux de pouvoir. La cour de l'hôtel du commandant en chef de Bretagne est déjà dotée depuis les années 1730 d'une vingtaine de lanternes qui le distinguent des édifices voisins⁷¹. En 1740, la municipalité projette d'agrémenter la façade du nouvel hôtel de ville, de potences en fer forgé surmontées d'un coq⁷². Une grande lanterne en verre de Rouen équipée de huit flambeaux d'étain et garnie d'une couronne ducal, orne le vestibule du bâtiment. L'entrepreneur désigné pour effectuer les travaux est l'adjudicataire des lanternes publiques, le maître vitrier et peintre Louis Bossard⁷³, qui joue par ailleurs un rôle important dans la politique de rénovation de l'éclairage public en 1739. Les bâtiments des autorités publiques ne sont pas les seuls ouvrages mis en valeur par les nouvelles lanternes. Quatre luminaires disposés autour

66. Arch. mun. de Rennes, DD 224, Procès-verbal des réparations et réfections de lanternes, 13-16 avril et 5 mai 1728.

67. Arch. mun. de Rennes, DD 224, Procès-verbal d'augmentation des lanternes, 13 janvier 1733.

68. Arch. mun. de Rennes, BB 626, Délibération du 7 avril 1740.

69. Arch. mun. de Rennes, BB 625, Délibération du 20 août 1739.

70. Arch. mun. de Rennes, DD 224, Bail des lanternes, 3 septembre 1739.

71. Arch. mun. de Rennes, DD 224, Requête de paiement d'Olivier Duhoux, 16 décembre 1734.

72. La figure du coq est souvent associée aux potences de lanternes.

73. Arch. mun. de Rennes, DD 224, Procès-verbal d'une grande lanterne à l'hôtel de ville, 7 septembre 1742; Mémoire des ouvrages du ferblantier, n.d.

de la statue équestre de Louis XIV sur la place du Palais, célèbrent le culte du souverain⁷⁴.

Près de quarante ans après l'incendie, le centre-ville où s'élèvent les nouveaux édifices dans des rues redessinées par les ingénieurs, renforce sa prééminence sur le sud et sur les faubourgs. En 1761, sur les 507 lanternes qui éclairent la ville, 66 % se situent à l'intérieur de l'enceinte : la nouvelle place royale où se dressent l'Hôtel de ville et le Présidial compte 22 lanternes ; la place Louis-le-Grand devant le Parlement en compte 24.

Les habitants des quartiers laissés pour compte supportent plus difficilement le déséquilibre lumineux entre le centre et la périphérie, à l'exemple des habitants du faubourg du pont Saint-Martin au nord qui réclament vers 1760 l'installation de fanaux⁷⁵.

Alors que les résidents des espaces périphériques se plaignent de n'être pas suffisamment éclairés, les officiers municipaux (le maire, les commissaires de police, le greffier) font installer des lanternes sur la façade de leur domicile, justifiant la dépense par la charge qu'ils occupent au sein de la communauté de ville. Mais l'intendant Le Bret, soucieux de l'état des finances municipales, parvient à imposer en 1763 une réduction de la fourniture de chandelles destinées aux édiles⁷⁶.

L'intérêt croissant des autorités locales pour l'éclairage public les conduit à faire appel à des experts à l'instar de l'ingénieur des Ponts et Chaussées, Chocat de Grandmaison. Ce dernier dresse ainsi plusieurs états de l'illumination⁷⁷ qui pointent les nombreuses faiblesses du système, et propose pour y remédier, d'expérimenter les lanternes à réverbères de Bourgeois de Châteaublanc utilisées à Paris⁷⁸. La capitale inspire les autorités rennaises, mais à la différence de 1697, l'introduction du réverbère se greffe sur une demande locale.

Cette demande ne peut toutefois aboutir qu'avec le soutien de l'intendant, qui à l'occasion de ses séjours à Paris a sans doute eu l'occasion d'assister à des essais d'éclairage au réverbère. En 1766, Jacques de Flesselles commande huit nouvelles lanternes pour Rennes⁷⁹. L'expérience semble concluante, puisque deux ans plus tard la ville compte 21 nouveaux luminaires. La municipalité s'en contente jusqu'à l'intendance de Caze de la

74. Arch. mun. de Rennes, BB 626, Délibération du 21 juillet 1740.

75. Arch. dép. de l'Ille-et-Vilaine, C 348, État de l'illumination publique, n. d.

76. Arch. dép. de l'Ille-et-Vilaine, C 348, Lettre de l'intendant à la communauté de ville ; Comparaison des différents états remis pour fixer la quantité de chandelles nécessaires à l'illumination publique, 1763.

77. Arch. dép. de l'Ille-et-Vilaine, C 348, État de l'illumination, 1766.

78. Bourgeois de Châteaublanc est récompensé par l'Académie des Sciences en 1766 pour ses travaux sur « la meilleure manière d'éclairer pendant la nuit les rues d'une grande ville ». HERLAUT A.-Ph., « L'éclairage des rues de Paris à la fin du XVII^e et au XVIII^e siècles », art. cit., p. 246.

79. Arch. dép. de l'Ille-et-Vilaine, C 275 (Comptes des miseurs), 1767.

Figure 2 – L'illumination publique en 1761

(D'après : Arch. mun. de Rennes, DD 224, Quartiers des allumeurs, année 1761-1762; « Plan de ville de Rennes et de la rivière d'Isle depuis le moulin et le pont Saint-Martin jusques près la ville », 1787. Il est toutefois difficile de délimiter très précisément les secteurs des allumeurs d'après le seul nom des quartiers illuminés.)

Bove qui prend conscience de la gravité de la crise urbaine en visitant les banlieues fangeuses négligées pendant la reconstruction⁸⁰. L'équipement est alors vieillissant. C'est dans ce contexte que le représentant du roi dans la province se rapproche du financier parisien Pierre Tourtille Sangrain, responsable de l'éclairage de Paris depuis 1769⁸¹. Dans une lettre adressée à la communauté de ville, Caze de la Bove souligne que c'est au nom du « bien public et pour la satisfaction des citoyens⁸² » que les édiles doivent prendre contact avec l'entrepreneur. Les interventions répétées de l'intendant en matière d'éclairage public dans la seconde moitié du XVIII^e siècle illustrent en outre l'accroissement de son contrôle sur la ville.

En 1776, la municipalité accepte de signer un contrat de vingt ans avec Tourtille Sangrain. Désormais, l'entreprise est aux mains d'un seul entrepreneur, pour 26 livres par bec de lumière⁸³. Le bail l'engage à fournir et à entretenir les lanternes, à rétribuer et à équiper le personnel : les allumeurs et le nouveau directeur de l'illumination publique. En revanche, la fourniture du matériel de suspension est à la charge de la ville. Le contrat offre également une description détaillée du matériel. Les lanternes sont surmontées d'un chapiteau de cuivre rouge, renfermant des réverbères concaves argentés et un réservoir à huile. 218 luminaires de ce type sont installés en 1777. Quatre cent cinquante-deux lanternes à chandelle sont entreposées dans l'hôtel de ville, peut-être pour prévenir un revirement en faveur de l'ancien système. Elles ne sont mises aux enchères qu'en 1779⁸⁴, probablement au bénéfice d'une cité plus petite.

Désormais, les petites villes qui ne disposaient pas d'un éclairage public, revendiquent à leur tour des lanternes. Certaines sont plus précoces, à l'exemple de Morlaix qui s'est dotée dès 1763 de 62 réverbères. Saint-Brieuc s'équipe à partir de 1770⁸⁵. Châteaubriant et Dinan possèdent quatre réverbères à la fin des années 1780⁸⁶. En 1789, Fougères sollicite les édiles rennais pour installer ses premières lanternes à réflecteurs⁸⁷. Nantes prend également modèle sur Rennes, en faisant appel à Tourtille Sangrain pour installer 316 lanternes⁸⁸. Toutefois, l'expansion de l'éclairage public ne coïncide pas avec une augmentation de la population urbaine en Bretagne,

80. FREVILLE, Henri, *L'intendance de Bretagne (1689-1790). Essai sur l'histoire d'une intendance en Pays d'États au XVIII^e siècle*, vol. 3, Rennes, Plihon, 1953, p. 99.

81. HILAIRE PÉREZ, Liliane, *L'invention technique au siècle des Lumières*, Paris, Albin Michel, coll. « L'Évolution de l'Humanité », 2000, p. 395.

82. Arch. dép. de l'Ille-et-Vilaine, C 348, Lettre de l'intendant à la communauté de ville, 5 août 1776.

83. Arch. mun. de Rennes, DD 224, Bail d'adjudication de Pierre Tourtille Sangrain, 10 septembre 1776.

84. Arch. dép. de l'Ille-et-Vilaine, C 348, Bail d'adjudication des anciennes lanternes, 7 janvier 1779.

85. NIÈRES, Claude, *Les Villes de Bretagne au XVIII^e siècle*, Rennes, PUR, 2004, p. 226.

86. *Ibidem*.

87. Arch. mun. de Fougères, DD 2-49, 1789.

88. NIÈRES, Claude, *Les Villes de Bretagne au XVIII^e siècle*, op. cit., p. 227.

qui s'élève à la fin du XVII^e siècle à environ 15 %, mais diminue de presque un point à la veille de la Révolution⁸⁹.

L'accroissement de la demande pousse finalement la municipalité de Rennes à rallonger la durée de l'éclairage public. À partir de 1785, les lanternes sont allumées de janvier à décembre⁹⁰. Cette décision révèle une profonde transformation des sensibilités. Le seuil de tolérance à l'obscurité, aux odeurs, et aux bruits a diminué. L'odeur du suif notamment, est plus difficilement supportée. En 1773, l'officier chargé du contrôle des chandelles refuse tout simplement, au moment de leur fabrication, d'accomplir son travail, car « il ne vouloit point sentir les odeurs que donne le suif fondu⁹¹ ». Les habitants sont aussi plus nombreux à se plaindre du bruit : des gémissements des animaux égorgés de nuit, du réveilleur public et du crieur pour les inhumations⁹².

La garantie de la tranquillité nocturne passe également par l'installation de lanternes dans les rues qui en sont encore dépourvues. Après l'accident de son fils dans une ornière, une veuve du quartier des Champs-Élysées, à l'ouest, où les maîtres des postes sont nombreux, se plaint de l'état déplorable de la rue qui n'est ni pavée ni éclairée⁹³. En 1782, le directeur de la fabrique de chapeaux réclame l'installation d'au moins un réverbère dans la rue Hûe située dans le faubourg de Paris, à l'est⁹⁴. Plusieurs suppliques sont également déposées par des prêtres, qui justifient leur requête par des déplacements nocturnes fréquents⁹⁵.

L'augmentation des suppliques en faveur d'un éclairage public mieux réparti est enfin le signe d'une nouvelle sensibilité visuelle. Alors qu'au XVII^e siècle l'ouïe servait davantage à se repérer dans les rues la nuit⁹⁶, les promeneurs se sont habitués à circuler à la lueur des lanternes au cours du XVIII^e siècle, faisant davantage appel au sens de la vue⁹⁷.

89. *Ibidem*, p. 32.

90. Arch. mun. de Rennes, CC 1071, Comptes de 1785.

91. Arch. mun. de Rennes, FF 387, Interrogation d'Anne-Marie Saudrais, 29 novembre 1773. CORBIN, Alain, *Le Miasme et la jonquille. L'odorat et l'imaginaire social XVIII^e-XIX^e siècles*, Paris, Aubier-Montaigne, 1982.

92. Arch. mun. de Rennes, FF 401, Plainte des habitants contre le brouhaha des rues, 15 juillet 1784.

93. Arch. mun. de Rennes, FF 396, Plainte de la veuve Grégoire, 8 janvier 1782.

94. Arch. mun. de Rennes, BB 676, Délibération du 28 septembre 1782.

95. Arch. mun. de Rennes, BB 628, Délibération du 19 octobre 1741. Plainte des recteurs de Saint-Étienne.

96. MANDROU, Robert, *Introduction à la France moderne 1500-1640. Essai de psychologie historique*, Paris, Albin Michel, coll. « Bibliothèque de l'Évolution de l'Humanité », 1998 (1961), p. 79.

97. La demande de lumière n'est pas circonscrite à la rue, les espaces sacrés se dotent également de vitraux blancs. Voir RESTIF, Bruno, « Réforme catholique et modifications de l'espace sacré. Architecture et organisation de l'espace intérieur des édifices cultuels », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, n° 110-4, 2003, p. 107-114.

L'essor d'une demande d'éclairage public à partir des années 1760 est à l'origine de l'invention du réverbère puis de sa diffusion à grande échelle. Mais en 1697, les conditions de ce succès ne sont pas réunies, car l'établissement des lanternes est imposé par le pouvoir central pour des raisons financières. Les villes concernées, qui ne voient pas la nécessité d'une mesure aussi coûteuse, essaient dans un premier temps de s'en décharger. Mais les suppliques des édiles, du clergé et des États de Bretagne réunis, n'y font rien. Rennes est obligé d'appliquer l'édit. D'autres villes du royaume suivent une voie similaire. Après une vaine protestation, Reims installe sans trop d'enthousiasme ses premières lanternes⁹⁸. Mais d'autres plaintes aboutissent. Brest, sous le prétexte d'une situation géographique défavorable, car trop exposée aux vents, obtient l'autorisation d'utiliser le fonds des lanternes pour la construction d'une caserne⁹⁹. Lyon interrompt également l'illumination publique, mais plus tardivement, à partir de 1716, pour l'entretien d'un hôpital¹⁰⁰. Si ces deux requêtes aboutissent à la différence de la supplique rennaise, c'est parce que les édiles s'engagent à utiliser le fonds, mais à une autre destination jugée prioritaire. Le monarque n'annule en aucun cas la taxe des lanternes, qui conditionne le versement de la rente annuelle, preuve s'il en est, de l'exigence financière au cœur de l'édit de 1697.

Dans les villes qui se soumettent à la volonté royale, les citoyens peuvent marquer leur refus à l'installation du nouveau mobilier urbain plus ou moins violemment. À Grenoble, des allumeurs sont agressés par des riverains dès 1697¹⁰¹. Dans certaines villes, la multiplication des bris conduit la municipalité à rechercher des sanctions plus dissuasives que la simple amende. L'évêque de Clermont va jusqu'à menacer d'excommunication les briseurs de lanternes¹⁰².

À partir de ces exemples, on peut esquisser une typologie fondée sur les différents degrés d'application de l'édit par les municipalités. Un premier groupe, semble-t-il plus restreint, applique l'édit et éclaire – à quelques interruptions près – tout au long du XVIII^e siècle. C'est le cas de Rennes¹⁰³. Un second ensemble de villes interrompt pendant une longue période ou

98. BABEAU, Albert, *La ville sous l'Ancien Régime*, Paris, L'Harmattan, coll. « Les introuvables », 1997 (1880), vol. 2, p. 123.

99. Arch. mun. de Brest, DD 3, Arrêt du Conseil d'État qui permet de cesser les illuminations des lanternes, 22 janvier 1701.

100. BABEAU Albert, *La ville sous l'Ancien Régime*, op. cit., p. 125.

101. Arch. mun. de Grenoble, DD 168, Lettres d'ajournement personnel contre Mathieu Duvivier et sa femme accusés du trouble lors de l'illumination des lanternes, 17 décembre 1697.

102. MANRY, André-Georges, *Histoire de Clermont-Ferrand*, Clermont-Ferrand, La Française d'Édition et d'Imprimerie, 1990, p. 141.

103. Besançon fait également partie de cette catégorie. JEANVOINE, Marie, *L'illumination publique à Besançon (1697-1789). La fin de l'obscurité urbaine*, mémoire de maîtrise en histoire, sous la direction de Paul Delsalle, Université de Franche-Comté, Besançon, 2000, p. 105.

régulièrement l'éclairage public¹⁰⁴. Enfin, un troisième cercle s'éclaire plus tardivement, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, après un établissement de courte durée¹⁰⁵.

À Rennes, les habitants et les autorités locales ne semblent reconnaître les bénéfices de l'éclairage public qu'après l'incendie. En 1720, l'interruption brutale de l'illumination bouscule le quotidien des citoyens accoutumés à la présence des lanternes dans les rues. Tant qu'un certain équilibre lumineux entre le centre et les périphéries se maintient, les habitants des faubourgs qui ne sont pas ou peu éclairés, ne ressentent pas le besoin d'installer des lanternes publiques. C'est le rééquipement du centre à partir des années 1740 qui les amène à revendiquer un droit à la lumière publique.

Cette nouvelle exigence des populations en matière de sécurité se double d'une plus forte sensibilité au confort urbain. Elle témoigne du recul d'une société de la rareté¹⁰⁶ qui considérait les lanternes comme un objet de luxe, ou comme le résultat d'une mesure arbitraire et coûteuse d'un pouvoir royal lointain. Les réverbères dans les années 1760-1780 sont une composante majeure de la ville moderne¹⁰⁷. Au cours du XVIII^e siècle, Rennes s'est affirmée en tant que capitale provinciale. Elle possède désormais deux places royales et accueille régulièrement les États de Bretagne¹⁰⁸.

Même les plus petites cités s'équipent, à l'instar de Paray-le-Monial qui déclare que « l'agrément des lanternes est si généralement reconnu présentement qu'on en a placé dans presque toutes les villes murées¹⁰⁹ ». Ainsi, à la veille de la Révolution, les réverbères, à l'instar des murailles au siècle précédent, constituent une marque d'urbanité majeure.

104. Amiens et Bordeaux font également partie de cette catégorie. Les lanternes d'Amiens sont finalement entreposées dans le grenier de l'hôtel de ville en 1701, avant d'être vendues aux enchères. En 1718, les autorités municipales décident de reprendre l'illumination publique. THOMAS, Joseph, *L'Éclairage des rues d'Amiens à travers les âges*, conférence des Rosati picards faite à la séance du 21 mars 1908, Cayeux-sur-Mer, Imprimerie P. Ollivier, 1908, p. 15. Arch. dép. de la Gironde, C 1078, Extrait de délibération, 9 janvier 1758. La municipalité souhaite rétablir l'illumination publique, qui a été supprimée « depuis bien des années par le malheur des temps ». Elle justifie sa décision par l'accroissement démographique de la ville et la croissance du commerce qui attire les étrangers.

105. Aix, Marseille et Toulon sont rapidement déchargées de l'illumination publique. Arch. mun. de Marseille, CC 130, Extrait des registres du Conseil d'état, 24 novembre 1699.

106. ROCHE, Daniel, *L'histoire des choses banales. Naissance de la consommation : XVII^e-XIX^e siècle*, Paris, Fayard, 1997, p. 123.

107. DENYS Catherine, *Police et sécurité au XVIII^e siècle dans les villes de la frontière franco-belge*, op. cit., p. 273.

108. MEYER, Jean (dir.), *Histoire de Rennes*, Toulouse, Privat, Univers de la France et des pays francophones, 1972, p. 252.

109. LAMARRE, Christine, *Petites villes et fait urbain en France au XVIII^e siècle. Le cas bourguignon*, Dijon, éd. universitaires, coll. « Publications de l'université de Bourgogne », 1993, p. 560.

RÉSUMÉ

En 1697, Louis XIV impose aux principales villes du royaume l'établissement de lanternes publiques. Le pouvoir central s'engage à assurer l'entretien du matériel par le versement d'une rente annuelle, mais pour en bénéficier, les villes doivent se racheter par le prélèvement d'une taxe sur les propriétaires. En dépit des résistances de la municipalité de Rennes qui considère l'illumination publique comme une dépense inutile, l'intendant veille à l'application de l'édit. Dès lors, l'éclairage public s'enracine progressivement dans le paysage urbain jusqu'à l'incendie de 1720. L'événement marque alors un coup d'arrêt dans le développement de l'illumination publique. Les quartiers centraux, les plus durement touchés, perdent leur primauté lumineuse jusqu'aux années 1740. Lorsque les luminaires reprennent leur place sur les artères principales, les habitants des quartiers périphériques réclament à leur tour une illumination publique. L'intérêt pour l'éclairage urbain se renforce dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Les lanternes à huile utilisées à Paris – les réverbères – rencontrent alors un vif succès à Rennes, à la différence des anciennes lanternes à chandelle. Sous l'impulsion de l'intendant, la communauté de ville décide d'adjudger l'éclairage au réverbère à un entrepreneur parisien réputé, Pierre Tourtille Sangrain. De fait, l'apparition d'une demande de lumière révèle une transformation des sensibilités urbaines. Considérés comme une marque d'urbanité par les autorités urbaines, les réverbères procurent désormais aux habitants un sentiment de sécurité.

ABSTRACT

In 1697, Louis XIV required the main cities of the kingdom to establish public lanterns. The central government was committed to maintaining the equipment by paying an annuity, but to benefit from it, the cities had to establish a tax on home owners. Despite the municipality of Rennes's opposition to the edict – they considered that the lanterns were an unnecessary expense – the intendant ensured the application of the edict. Therefore, the street lighting gradually took root in the urban landscape until the fire of 1720. This event marked a halt in the development of public lighting. Until the 1740s, the central districts, the hardest hit, were no longer the best lit. When the lamps were set up once more in the main streets, the inhabitants of the outskirts also demanded public lighting. Interest in urban lighting grew throughout the second half of the eighteenth century. The oil lanterns used in Paris were very successful in Rennes, unlike the old candle lanterns. At the intendant's instigation, the city decided to award the contract for the street lighting to a renowned Parisian entrepreneur, Pierre Tourtille Sangrain. The growing demand for lighting revealed a shift in urban sensitivity. The streetlamps became seen by urban authorities as a mark of urbanity, providing a sense of security to residents.